

## PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

## Remise de lettres de créance.

Le Président de la République a reçu, le mercredi 6 mai 1970, Son Excellence M. Arthur K. Watson, qui lui a remis les lettres l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

## Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 6 mai 1970, M. Mosca (Victor), administrateur civil hors classe, rattaché pour sa gestion au ministère de l'intérieur, est réintégré dans le corps des administrateurs civils à compter du 1<sup>er</sup> avril 1970.

M. Mosca (Victor), administrateur civil hors classe, est affecté au ministère de l'intérieur à compter du 1<sup>er</sup> avril 1970.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

## Création du brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique et du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1965 portant création du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 donnant délégation permanente de signature à M. Crespin (Marceau), directeur de l'éducation physique et des sports,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les brevets d'assistant moniteur et de moniteur de ski nautique créés par le présent arrêté autorisent leurs titulaires à enseigner le ski nautique contre rémunération dans les limites fixées par l'article 2.

Art. 2. — Le brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique autorise ses titulaires à enseigner le ski nautique contre rémunération sous le contrôle d'un moniteur de ski nautique pendant une période de cinq ans. A l'issue de cette période, l'assistant moniteur de ski nautique désirant continuer à enseigner le ski nautique doit avoir obtenu le brevet d'Etat de moniteur de ski nautique.

Le brevet d'Etat de moniteur de ski nautique autorise ses titulaires à enseigner le ski nautique contre rémunération sans autre réserve que celle de se soumettre tous les cinq ans à un examen de révision.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves des brevets d'Etat prévus à l'article 2 ci-dessus, les candidats doivent être reconnus médicalement aptes à les subir et répondre en outre aux conditions suivantes :

## 1° Pour le brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique.

Etre âgés de dix-huit ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires du B. E. P. C. ou de l'un des brevets et certificats exigés pour se présenter à la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive. La candidature des personnes ne remplissant pas cette condition est subordonnée à l'obten-

tion par celles-ci d'une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'un examen préalable de culture générale comportant une rédaction sur un sujet relatif au sport, notée de 0 à 20 (durée : deux heures ; coefficient 1) et une épreuve écrite de mathématiques et de sciences physiques se rapportant au programme annexé au présent arrêté (annexe I) (1) ;

## Etre titulaires en outre :

Du brevet de secourisme délivré par le service national de la protection civile ;

Du permis de conduire en mer les bateaux à moteur de catégorie A au moins, délivré par le secrétariat général de la marine marchande, ou du permis de conduire les bateaux ou engins de plaisance à moteur sur les eaux intérieures, délivré par les commissions de surveillance spécialisées ;

D'un brevet sportif populaire du 9<sup>e</sup> degré au moins pour les candidats et du 8<sup>e</sup> degré au moins pour les candidates, délivré par un service départemental de la jeunesse et des sports et datant de moins de un an ;

Du test « ski de bronze » ou d'un test reconnu équivalent par la fédération française de ski nautique.

A titre transitoire et pour 1970 seulement, les candidats qui n'auront pas joint à leur dossier d'inscription le brevet de secourisme et le brevet sportif populaire subiront, en cours d'examen, des épreuves pratiques complémentaires qui seront organisées suivant les dispositions de l'arrêté du 22 mars 1965 susvisé. Toutefois, les notes correspondantes n'entreront pas en compte dans le total général. Toute note inférieure à 10 sur 20 pour ces épreuves complémentaires sera éliminatoire après délibération du jury.

## 2° Pour le brevet d'Etat de moniteur de ski nautique.

Etre âgés de vingt ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires du brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique ou du brevet d'Etat d'instructeur de ski nautique reconnu équivalent au précédent et avoir exercé comme tel pendant deux ans au moins ;

N'avoir pas subi plus de deux échecs à l'examen du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à l'un des brevets d'Etat créés par le présent arrêté ou à l'examen de révision prévu à l'article 2 ci-dessus, les intéressés doivent faire part de leur intention à la fédération française de ski nautique dès le début de l'année de l'examen et faire parvenir au service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de cet examen, un mois au moins avant sa date, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription, sur papier libre, faisant état de leur activité des dernières années principalement pour les candidats moniteurs ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du ski nautique datant de moins de trois mois ;

Les copies certifiées conformes ou les photocopies des titres et diplômes prévus à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique et de moniteur de ski nautique ainsi qu'à l'examen de révision sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, et constitués sur les bases suivantes :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ou son représentant, président ;

Le chef du service national de la protection civile ou son représentant ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Le président de la fédération française de ski nautique ou son représentant ;

Un entraîneur titulaire du brevet d'Etat de ski nautique et trois juges de ski nautique désignés sur proposition de la fédération française de ski nautique ;

Pour l'examen du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique, il est choisi autant que possible un entraîneur national et trois juges internationaux ;

Un maître-nageur sauveteur.

Art. 6. — Les examens du brevet d'Etat d'assistant moniteur et de moniteur de ski nautique comportent des épreuves écrites relatives à la technique et à la pédagogie du ski nautique, des épreuves pratiques de démonstration, des épreuves de natation et de sauvetage, une épreuve de pédagogie pratique et des épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20. Une note de tenue est, en outre, attribuée aux candidats au brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique. Sur délibération du jury, toute note inférieure à 7 sur 20 est éliminatoire.

## Art. 7. — Brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique :

1° Les épreuves écrites de ce brevet consistent à répondre à deux questionnaires se rapportant :

L'un à la technique du ski nautique (durée : une heure ; coefficient 2) ;

L'autre à la pédagogie appliquée au ski nautique (durée : une heure ; coefficient 2).

2° Les épreuves pratiques de démonstration sont au nombre de six. Elles consistent en :

- Une évolution sur deux skis comportant un départ du ponton, le franchissement d'une vague en l'amortissant puis en la sautant, l'exécution de pas de patineur enchaînés et un retour au ponton ;  
Il est tenu compte pour cette épreuve non seulement de la technique mais aussi de l'aisance du skieur et de son allure générale (coefficient 1) ;
- Une évolution en monoski comportant un départ du ponton, des virages et des franchissements de vagues enchaînés et un retour au ponton. Pour cette épreuve, il est seulement tenu compte de la technique (coefficient 1) ;
- Des figures sur deux skis et sur un ski (coefficient 1).

Ces figures sont d'abord cotées par le jury suivant le règlement fédéral. Elles sont ensuite notées de 0 à 20 en respectant les bases suivantes :

Pour obtenir la note 7 sur 20 nécessaire pour éviter l'élimination, les candidats doivent avant tout effectuer deux dérapages dont un inversé, quatre 180 dont deux inversés et deux 360 dont un inversé.

Pour obtenir une note supérieure à 7, les candidats doivent ensuite effectuer :

Sur deux skis :

- Un 180 vague avant-arrière (1/2 point) ;
- Un 180 vague arrière-avant (1/2 point).

Sur un ski :

- Un 180 avant-arrière (1/2 point) ;
- Un 180 arrière-avant (1/2 point) ;
- Un 360 ou un dérapage (1 point).

Pour obtenir une note supérieure à 10, les candidats peuvent enfin effectuer d'autres figures qu'ils choisissent eux-mêmes parmi les figures réglementaires et qui leur donnent droit à un demi-point par figure jugée bonne.

Sauf conditions techniques particulièrement défavorables, il est mis fin à cette épreuve à la troisième chute du candidat.

- Une épreuve de saut (coefficient 1). Cette épreuve est organisée en utilisant un tremplin réglementaire. Les candidats sont notés sur le meilleur de deux essais au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe II) (1).
- Une épreuve de slalom (coefficient 1). Cette épreuve est limitée à un aller et retour effectué sur un parcours réglementaire de douze bouées à la vitesse de 40/43 km/heure pour les candidats et de 37/40 km/heure pour les candidates. Elle est notée au moyen du barème annexé au présent arrêté, sans tenir compte ni de la technique, ni du style (annexe III) (1).

3° Les épreuves de natation et de sauvetage consistent en :

- Un 50 mètres nage libre chronométré et noté au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe IV) (coefficient 0,5) (1) ;
- Un lancer du trapeze de traction (coefficient 0,5) ;
- Un exercice avec mannequin (coefficient 1).

Ces deux dernières épreuves sont notées dans les conditions prévues à l'annexe IV (1).

L'épreuve pratique complémentaire que devront subir les candidats n'ayant pu produire en 1970 un brevet de secourisme du service national de la protection civile portera sur les procédés de réanimation.

4° L'épreuve de pédagogie pratique consiste dans la conduite d'une leçon d'initiation au ski nautique donnée à un élève : le candidat est jugé sur sa présentation, sur ses qualités de contact et de relation et sur la clarté de ses conseils et de ses critiques. La note qui lui est donnée est affectée du coefficient 3.

5° Les épreuves orales consistent en trois interrogations relatives :

- A la réglementation technique fédérale, à l'équipement, à l'organisation matérielle et à la signalisation du ski nautique (coefficient 1) ;
- Aux règlements techniques et sportifs applicables aux compétitions régionales (coefficient 1) ;
- A l'organisation de la fédération française du ski nautique et à son règlement intérieur (coefficient 1).

Les programmes de ces interrogations font l'objet de l'annexe V du présent arrêté.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique, les candidats doivent avoir obtenu un total de 180 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques, de natation, de sauvetage, de pédagogie pratique et orales et compte tenu de la note de tenue et d'attitude prévue à l'article 6 ci-dessus.

Art. 8. — Brevet d'Etat de moniteur de ski nautique :

1° L'épreuve écrite de ce brevet d'Etat consiste dans une composition de trois heures relative à la technique et à la pédagogie du ski nautique (coefficient 2).

2° Les épreuves pratiques de démonstration sont au nombre de trois. Elles consistent en :

- Une épreuve de figures (coefficient 1). Les candidats effectuent deux parcours de 20 secondes chacun, au cours desquels ils exécutent des figures qui sont cotées par le jury suivant les règlements internationaux puis notées sur 20 au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe VI) (1).

b) Une épreuve de saut (coefficient 1). Cette épreuve est organisée en utilisant un tremplin réglementaire. Les candidats sont notés sur le meilleur des trois essais au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe VII) (1).

c) Une épreuve de slalom (coefficient 1). Cette épreuve est organisée conformément aux dispositions du règlement international. Elle est, toutefois, limitée à deux allers et retours et notée au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe VIII) (1).

3° L'épreuve de pédagogie pratique consiste dans la conduite d'une leçon donnée à un petit groupe de trois ou quatre élèves. Le candidat est jugé sur ses qualités de contact, sur ses connaissances des procédés pédagogiques et sur son sens du contrôle et de l'efficacité. La note qui lui est donnée est affectée du coefficient 3.

4° Les épreuves orales sont au nombre de deux :

La première, seule obligatoire, consiste en une interrogation relative à l'organisation générale du sport en France, aux rôles respectifs de l'Etat et des fédérations en ce domaine ainsi qu'à l'organisation nationale et internationale du ski nautique (coefficient 1) ;

La seconde, facultative, peut porter suivant les possibilités sur l'une des langues étrangères suivantes : anglais, allemand, espagnol et italien. Elle peut donner lieu à l'attribution de points supplémentaires dans la mesure des points dépassant la note 10 sur 20.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de ski nautique, les candidats doivent avoir obtenu un total de 90 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques, pédagogique et orales.

Art. 9. — L'examen de revision prévu au deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus comporte deux épreuves pratiques et une épreuve orale de pédagogie appliquée au ski nautique. Ces trois épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 sur 20 est éliminatoire :

1° La première épreuve consiste soit dans un slalom, soit dans des figures et des évolutions en monoski, au choix du candidat. Elle est notée au moyen du barème annexé au présent arrêté (annexe IX) (1). La note est affectée du coefficient 1, décomposé dans le deuxième cas en coefficient 3/4 pour les figures et en coefficient 1/4 pour les évolutions en monoski ;

2° La deuxième épreuve pratique est une épreuve de sauvetage avec mannequin organisée et notée comme l'exercice correspondant du brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique (voir annexe IV) (coefficient 1) ;

3° L'épreuve de pédagogie consiste en une interrogation orale portant sur les procédés d'initiation, ainsi que sur les méthodes de perfectionnement et d'entraînement appliquées au ski nautique après critique d'une leçon individuelle ou collective donnée devant le candidat.

Pour pouvoir être admis à cet examen de revision, les candidats doivent avoir obtenu un total de 30 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des trois épreuves ci-dessus.

Art. 10. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, arrête les listes des candidats aux examens définis par le présent arrêté.

Art. 11. — Les dispositions de l'arrêté du 22 mars 1965 susvisé sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

Le brevet d'Etat d'instructeur de ski nautique, créé par l'arrêté du 22 mars 1965 susvisé, est reconnu équivalent au brevet d'Etat d'assistant moniteur de ski nautique créé par le présent arrêté.

Le brevet d'Etat de moniteur de ski nautique, créé par l'arrêté du 22 mars 1965 susvisé, est reconnu équivalent au brevet d'Etat de moniteur de ski nautique créé par le présent arrêté.

Art. 12. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 avril 1970.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

(1) Les annexes seront publiées au *Bulletin officiel* de la fédération française de ski nautique.

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES CULTURELLES

Musées de France.

Par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles en date du 22 avril 1970, Mlle Simone Guillaume, conservateur de 2<sup>e</sup> classe, est chargée, dans l'intérêt du service, des fonctions de conservateur du musée classé de Nancy, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1970.